

**Audience publique du 28 octobre 2009**

Recours formé par  
Monsieur ...,  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière de remise d'impôts

---

**JUGEMENT**

Vu la requête, inscrite sous le numéro 25245 du rôle, déposée en date du 7 janvier 2009 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., à l'encontre d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 3 décembre 2008, répertoriée sous le numéro ... du rôle, refusant de faire droit à une demande de remise gracieuse du 9 mai 2008 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 31 mars 2009 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision déférée ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en ses plaidoiries à l'audience publique du 30 septembre 2009.

---

Par courrier du 8 mai 2008, Monsieur ... s'adressa à l'administration des Contributions directes, service de recettes Ettelbrück dans les termes suivants :

*« (...) Vu ma situation financière restreinte et le montant de la facture, je souhaiterais savoir s'il n'y a pas de possibilité d'avoir une remise gracieuse. De plus, elle est au nom de ma défunte épouse avec qui j'avais un contrat de séparation de biens ».*

Par décision du 3 décembre 2008, le directeur refusa de faire droit à la demande de Monsieur ... aux motifs suivants :

*« Vu la demande présentée le 9 mai 2008 par le sieur ..., demeurant à L-..., ayant pour objet une remise d'impôt par voie gracieuse;*

*Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996;*

*Considérant qu'en vertu du paragraphe 131 AO, sur demande dûment justifiée endéans les délais du paragraphe 153 AO, le directeur de l'administration des contributions directes accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur*

*incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;*

*Considérant qu'aucune rigueur objective n'a été constatée en l'espèce et qu'il faut statuer par rapport à l'existence d'une éventuelle rigueur subjective dans le chef de la requérante ;*

*Considérant qu'une remise pour rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive de moyens de subsistances indispensables ;*

*Considérant qu'une telle rigueur excessive au sens prévu, incompatible avec le principe de l'équité au sens du paragraphe 131 AO, n'est pas à admettre au vu de la motivation présentée ;*

*Considérant que partant les conditions pouvant légalement justifier une remise gracieuse ne sont pas remplies (...) ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 7 janvier 2009, Monsieur ... a fait introduire un recours contentieux à l'encontre de la décision directoriale précitée du 3 décembre 2008, portant refus de faire droit à sa demande de remise gracieuse.

Lorsque, comme en l'espèce, la requête introductive d'instance omet d'indiquer si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, il y a lieu d'admettre, compte tenu de l'objet du recours, que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi<sup>1</sup>.

Etant donné que le paragraphe 131 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, communément appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO » prévoit en la matière de demande de remise gracieuse un recours de pleine juridiction, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation ainsi introduit.

Le recours, ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, est recevable.

Concernant son recours, le demandeur explique être suivi depuis janvier 2006 par le service d'accompagnement social de la Ligue médico-sociale ainsi que par le service d'information et de conseil en matière de surendettement de la Ligue médico-sociale, en raison de sa situation financière désastreuse. Le revenu minimum garanti lui suffirait à peine pour vivre et sa situation serait encore aggravée par ses nombreuses dettes. A l'appui de son recours le demandeur verse en cause un courrier d'une assistante d'hygiène sociale de la Ligue médico-sociale.

Le délégué du gouvernement estime qu'au vu de la pièce déposée par le demandeur émanant de la Ligue médico-sociale, et dont le directeur ne disposait pas au moment de la prise de la décision attaquée, il ne serait pas exclu qu'une rigueur subjective soit donnée en l'espèce, pourvu que le demandeur appuie ses affirmations par des pièces probantes.

Aux termes du paragraphe 131 AO, une remise gracieuse se conçoit « *dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur*

---

<sup>1</sup> cf. trib. adm. 18 janvier 1999, n° 10760 du rôle, Pas. adm. 2008, V° Recours en réformation, n° 7, et autres références y citées

*incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ».*

Ainsi, une remise gracieuse n'est justifiée que si la légalité de l'impôt n'est pas contestée et si ou bien la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive de ses moyens de subsistance indispensables, ou bien si objectivement l'application de la législation fiscale conduit à un résultat contraire à l'intention du législateur<sup>2</sup>.

En l'espèce, il ressort du recours introduit par le demandeur qu'il ne met pas en cause la légalité de l'impôt, mais entend faire valoir une rigueur subjective incompatible avec le principe de l'équité dans son chef, en raison de sa situation économique difficile.

Force est cependant au tribunal de constater que si le demandeur fait état de sa situation financière difficile et de ses dettes, il ne rapporte aucun élément concret afin d'étayer ses affirmations. L'assistante d'hygiène sociale qui assure le suivi du demandeur auprès de la Ligue médico-sociale atteste certes que le demandeur ne disposerait que du revenu minimum garanti de 1.223 euros et devrait faire face à des dépenses courantes de 870,97 euros et des dettes d'un montant global de 260.000 euros, toutefois, le demandeur reste en défaut d'établir, pièces à l'appui, tant le montant de ses revenus que la nature et l'existence des dépenses courantes alléguées, que l'existence des dettes d'un montant de 260.000 euros.

D'ailleurs, en raison de l'absence du demandeur lors des audiences de plaidoiries le tribunal avait procédé à deux reprises à une refixation de l'affaire à des audiences ultérieures, afin de lui permettre de fournir à la barre des explications supplémentaires quant à sa situation financière. Or, le demandeur ne s'est présenté à aucune des audiences de plaidoiries.

Par conséquent, faute de toute explication du demandeur relative à sa situation économique générale et plus particulièrement relative à ses dépenses courantes et à ses dettes et en l'absence de toute pièce étayant à suffisance ses affirmations, le tribunal se voit dans l'impossibilité de vérifier la réalité de la rigueur subjective incompatible avec le principe de l'équité, alléguée par le demandeur, de sorte que le recours est à rejeter pour ne pas être fondé.

### **PAR CES MOTIFS**

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

---

<sup>2</sup> cf. trib. adm. 18 novembre 1998, n° 10783 du rôle, Pas. adm. 2008, V° Impôts, n° 325 et autres références y citées.

Ainsi prononcé par :

Catherine Thomé, premier juge,  
Claude Fellens, juge,  
Françoise Eberhard, juge,

et lu à l'audience publique du 28 octobre 2009 par le premier juge, en présence du greffier  
Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Catherine Thomé

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 28.10.2009

Le Greffier du Tribunal administratif